

N° 6629

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création  
d'une Ecole de la 2e Chance**

\* \* \*

(Dépôt: le 5.12.2013)

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.10.2013) .....	1
2) Exposé des motifs .....	2
3) Texte du projet de loi .....	6
4) Commentaire des articles .....	8
5) Texte coordonné de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance .....	10
6) Fiche financière .....	19

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, et après  
délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle est  
autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi du 12 mai  
2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Palais de Luxembourg, le 3 octobre 2013

*La Ministre de l'Education nationale  
et de la Formation professionnelle,*

Mady DELVAUX-STEHRIS

HENRI

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

### REMARQUE LIMINAIRE

Le présent texte respecte les dispositions légales de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement; titre VI: de l'enseignement secondaire, et de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue.

Si, entre-temps, la loi portant organisation de l'enseignement secondaire, déposée actuellement comme projet, entrerait en vigueur, il faudrait adapter le présent projet, notamment en ce qui concerne:

- la terminologie:
  - o enseignement secondaire, remplacé par: enseignement secondaire classique
  - o enseignement secondaire technique, remplacé par: enseignement secondaire général et formation professionnelle
  - o enseignement secondaire et enseignement secondaire technique, remplacé par: enseignement secondaire
  - o lycées et lycées techniques, remplacé par: lycées
  - o les dénominations des classes de l'EST: de 7e en 1re
  - o branches, remplacé par: disciplines
  - o ordre intérieur et discipline, remplacé par: règles de conduite et procédure disciplinaire
  - o les certificats mentionnés à l'article 7
- le travail personnel encadré, considéré comme une discipline, inscrit au complément au diplôme,
- le projet d'établissement qui devra être inscrit à un plan de développement scolaire élaboré par la Cellule de Développement scolaire et agréé par le conseil d'éducation de l'Ecole de la 2e Chance.

\*

### 1. CADRE DE REFERENCE

L'Ecole de la 2e chance (dénommée ci-après „Ecole“) est au service de personnes jeunes et adultes, d'expériences de vie, scolaires ou professionnelles diverses, qui souhaitent acquérir, développer ou actualiser leurs compétences. Pour être admis à l'Ecole, les apprenants ont manifesté un vif intérêt après avoir interrompu leur parcours scolaire pour reprendre le chemin de l'éducation et de la formation.

L'Ecole répond ainsi à des besoins d'initiation, de rattrapage, de qualification, de reconversion et d'épanouissement personnel.

C'est à partir de compétences formelles, non formelles ou informelles que la formation à l'Ecole est construite en apportant de nouvelles compétences spécifiques et transversales.

Afin de donner une réponse à ce défi, l'enseignement à l'Ecole est caractérisé par:

- l'approche par compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être);
- l'organisation modulaire;
- la reconnaissance et la validation des acquis de l'apprentissage.

La pédagogie mise en œuvre vise à rendre l'apprenant de plus en plus responsable et autonome.

- a) De mars 2011 à juillet 2012, l'Ecole a fonctionné sous forme de classes pilotes sur l'ancien site du Lycée technique Mathias Adam à Pétange. Parmi les apprenants inscrits, la majorité quitta le lycée au cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (EST). L'Ecole visait pour ces apprenants une remise à niveau pour pallier les „désapprentissages“ en langues et en mathématiques et créait un cadre préprofessionnel pour favoriser le transfert vers l'apprentissage-adultes en classe de 10e.

Pour les apprenants qui ont manifesté l'intention de reprendre l'enseignement secondaire (ES), une classe de remise à niveau de 4e moderne visant l'accès en 3e de la section G en cours du soir a été organisée.

47 apprenants ont clôturé leur formation à l'Ecole en juillet 2012:

- 22 apprenants (47%) ont été intégrés dans les classes de lycées et lycées techniques (apprentissage initial, apprentissage adultes, formation de technicien, formation paramédicale et sociale, eBac);
- 11 apprenants (23%) ont été intégrés dans des classes de l'Ecole en septembre 2012 (3e G, 10e DAP);
- 5 apprenants (11%) ont été intégrés dans le monde du travail sous diverses formes (CDD, SVO, CNFPC);
- 9 apprenants (19%) sont toujours à la recherche d'une formation adaptée.

Suite à ces résultats très réconfortants, il s'est avéré que l'orientation vers la formation professionnelle ne peut constituer la seule réponse au décrochage scolaire. Il y a lieu de développer à l'Ecole, à côté de la formation professionnelle, des voies de formation à caractère plus général et technique.

b) En septembre 2012 l'Ecole, installée à Luxembourg-Hollerich, augmenta son offre scolaire de façon considérable. L'offre scolaire initiale (niveau 9e et 4e) des classes pilotes fut complétée par les formations suivantes:

- 1re année de formation professionnelle DAP dans les métiers d'électricien, de pépiniériste-payagiste, de cuisinier et d'auxiliaire de vie;
- Classe de remédiation en langues et en mathématiques pour les stagiaires du service volontaire d'orientation;
- Classe de 10e de la division des professions de santé et des professions éducatives et sociales de l'enseignement secondaire technique;
- Classe de 3e G de l'enseignement secondaire.

D'autres voies de formation sont en train d'être élaborées.

Pour faire face au défi créé par le grand nombre de décrocheurs scolaires au Luxembourg, il y a lieu de porter la capacité d'accueil, initialement prévue pour 300 apprenants, à 350 apprenants.

Il s'y ajoute la création d'ateliers d'apprentissage personnalisés qui accueillent une centaine d'apprenants adultes qui se préparent à des tests et examens officiels.

c) Les modifications proposées par le présent texte adaptent le fonctionnement de l'Ecole en fonction des besoins des apprenants, selon les constats des deux premières années de fonctionnement.

Les apprenants peuvent s'inscrire au-delà de la limite d'âge initiale qui est portée à 30 ans; la limitation de deux ans pour la formation à l'Ecole est supprimée.

Les programmes de l'Ecole sont conçus par une commission de programmes spécifique de l'Ecole. Au cas où les apprenants viseraient des examens de fin d'études ou un diplôme d'aptitude professionnelle, ils se présenteront aux mêmes épreuves que les élèves des lycées.

Vu que l'encadrement et le suivi intense des apprenants sont d'une importance capitale dans une école de la 2e chance, il n'est pas tolérable qu'un apprenant s'absente trop. Si ces absences dépassent 10% du temps prévu, il est renvoyé pour l'année en cours mais il pourra se faire réinscrire l'année suivante.

\*

## 2. LES VOIES DE FORMATION ORGANISEES A L'ECOLE

Par voie de formation à l'Ecole, on entend une formation qui certifie un niveau de compétences et qui est définie d'après les quatre niveaux du cadre national des qualifications (CNQ):

1. Niveau de base 9e: voie de formation préparatoire à la formation professionnelle DAP organisée dans le cadre de la formation initiale ou de l'apprentissage adultes, qui se situe au niveau 1 du cadre national des qualifications: (CNQ 1);
2. Niveau avancé 9e/5e: voie de formation préparatoire au régime technique, à la formation de technicien ou en 4e ES dans le cadre de la formation initiale ou de la formation des adultes (CNQ 1);
3. Niveau 10e DAP: voie de formation préparatoire en 2e année de formation DAP organisée dans le cadre de l'apprentissage adultes (CNQ 2);
4. Niveau 10e EST: voie de formation préparatoire en 2e année de formation du régime technique dans le cadre de la formation initiale ou de la formation des adultes (CNQ 2);

5. Niveau 4e ES: voie de formation préparatoire en 3e ES ou en 2e année de formation du régime technique dans le cadre de la formation initiale ou de la formation des adultes (CNQ 2);
6. Niveau 11e EST: voie de formation préparatoire en 3e année de formation du régime technique dans le cadre de la formation initiale ou de la formation des adultes (CNQ 3);
7. Niveau 3e ES: voie de formation préparatoire en 2e ES ou en 3e année de formation du régime technique dans le cadre de la formation initiale ou de la formation des adultes (CNQ 3);
8. Niveau 1re ES: voie de formation préparatoire à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires (CNQ 4);
9. Niveau 13e EST: voie de formation préparatoire à l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires techniques (CNQ 4).

Le ministre peut autoriser l'Ecole à organiser d'autres voies de formation.

\*

### **3. L'AGE DES APPRENANTS ET LA DUREE HEBDOMADAIRE DES FORMATIONS A L'ECOLE**

Afin qu'un maximum de jeunes adultes et de personnes adultes puissent profiter du dispositif de l'Ecole avec son encadrement didactique et social personnalisé, l'âge maximal est porté de 24 ans à 30 ans. Afin de permettre que l'apprenant complète ou achève une formation à l'Ecole, est supprimée la limitation qu'un apprenant ne puisse s'inscrire plus de deux ans à l'Ecole.

Ces formations s'adressent à des jeunes adultes et adultes qui ont retrouvé le chemin de l'éducation nationale en vue d'obtenir une certification reconnue dans le cadre de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle ou de réintégrer le dispositif de la formation initiale et de la formation des adultes. Vu l'autonomie assez restreinte de la plupart des apprenants, il est pertinent de les encadrer plus qu'à l'école régulière, sans que le total des cours et de l'encadrement dépasse 36 heures hebdomadaires.

Il y a d'autre part des formations qui s'adressent à des jeunes adultes et adultes qui recourent à des formations leur conférant des qualifications reconnues. Les personnes visées par ces formations possèdent souvent un degré d'autonomie élevé. Pour acquérir les compétences prévues, elles nécessitent un temps de formation hebdomadaire plus réduit, de 16 heures hebdomadaires.

\*

### **4. LA PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION**

L'insertion au monde professionnel passe par les diplômes et certifications. Avec une qualification reconnue, le degré d'insertion est de 85%, sans diplôme il n'est que de 40%.

L'accès au marché du travail est profondément conditionné par l'obtention d'une certification reconnue. L'acquisition de compétences transversales, le développement de capacités langagières et de celles relatives au raisonnement logique et de réflexivité professionnelle importent également.

Les études du CEREQ (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications - Marseille) montrent que l'employeur recrutant pour un emploi faiblement qualifié préfère un diplômé même s'il recherche une personne fiable, avec des qualités relationnelles et morales, des qualités que ne sanctionne pas un diplôme. Les statistiques sur l'évolution du chômage au Luxembourg au cours des vingt dernières années réalisées par l'Agence pour le développement de l'emploi et le STATEC ainsi que les études récentes sur le décrochage scolaire confirment ce phénomène.

Dans ce contexte, une collaboration avec le milieu professionnel, l'Agence pour le développement de l'emploi, les autres lycées ainsi que les responsables des ministères concernés, est indispensable.

\*

### **5. LES ACQUIS D'APPRENTISSAGE ET LES MODALITES DE CERTIFICATION**

Pour avoir un effet durable, les acquis d'apprentissage doivent être capitalisés en vue de l'obtention d'une certification reconnue.

Les bulletins et les attestations de l'Ecole sont rattachés au système national de certification du ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle; les examens de fin d'études sont les mêmes que ceux des lycées en formation initiale.

Les modules de formation organisés à l'Ecole sont développés à partir des horaires et programmes officiels définis par le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, dans le Cadre Européen des Certifications et plus particulièrement du Cadre National des Qualifications.

Les acquis d'apprentissage des différentes voies de formation à l'Ecole sont structurés par branche et par voie de formation selon des critères définis par la commission des programmes, propres à l'Ecole et validés par le ministre.

\*

## **6. ATELIERS D'APPRENTISSAGE PERSONNALISES**

Les ateliers d'apprentissage personnalisés ont pour finalité de préparer des apprenants adultes, non inscrits aux voies de formation de l'Ecole, à toutes sortes de tests d'admission, d'épreuves finales ou d'examens (fonction publique, secteur conventionné, armée, ...). Ils sont organisés sous la tutelle du Service de la Formation des Adultes dans le cadre des cours de formation des adultes à l'Ecole.

Ces ateliers ont lieu sous forme de cours du jour ou de cours du soir et peuvent durer entre 4 heures et 16 par semaine pour une centaine d'apprenants répartis sur différents groupes de formation.

Les ateliers d'apprentissage personnalisés, qui nécessitent un encadrement didactique spécifique, sont organisés dans quatre domaines: langues, mathématiques et raisonnement logique, sciences naturelles, sciences sociales et humaines.

\*

## **7. PORTFOLIO, TRAVAIL PERSONNEL ENCADRE ET RELEVÉ DE COMPETENCES**

Les expériences menées à l'Ecole ont montré que le portfolio ne peut être utilisé comme outil d'évaluation mais qu'il est utile pour l'orientation dans le cadre du développement du projet professionnel de l'apprenant.

Un relevé de compétences, faisant fonction de complément au bulletin, fera dorénavant partie intégrante des attestations émises par l'Ecole.

Le portfolio sera utilisé en 9e comme instrument d'accompagnement.

Le travail personnel encadré est, pour les autres classes, un travail de recherche présenté devant un jury.

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.** L'article 1er de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 1er.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2e Chance, dénommée ci-après „Ecole“, à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après „les apprenants“.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;
- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et avis du directeur de l'Ecole.

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

**Art. 2.** L'article 2 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 2.** L'Ecole assure:

- a. l'organisation de formations en vue de réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes;
- b. l'organisation de classes des voies de formation de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
- c. l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes;
- d. l'orientation et l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Les formations sous a et b organisées à l'Ecole mettent en œuvre un enseignement général et le cas échéant une formation pratique et professionnelle. En outre, ces formations comprennent un encadrement socio-pédagogique intégré.

**Art. 3.** L'article 6 de la même loi est abrogé.

**Art. 4.** L'article 7 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 7.** La formation des apprenants peut comprendre:

- des modules d'enseignement général;
- des modules de formation pratique et des stages en milieu professionnel;
- des activités complémentaires.

Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.

Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.

Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Le certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, le certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique et le certificat de réussite de

cinq années de l'enseignement secondaire sont délivrés selon les critères valables dans les lycées et lycées techniques.“

**Art. 5.** L'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants:

1. le domaine général, qui peut comprendre:
  - a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise;
  - b) les mathématiques et le calcul;
  - c) l'éducation à la culture;
  - d) l'éducation à la citoyenneté;
  - e) les technologies de l'information;
  - f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé;
  - g) les sciences naturelles et techniques;
  - h) les sciences humaines et sociales.
2. le domaine pratique, qui peut comprendre:
  - a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire;
  - b) les stages en milieu professionnel.

Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels.“

**Art. 6.** L'article 11 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un relevé de compétences faisant fonction de complément au bulletin. Le bulletin atteste les décisions de promotion qui confèrent les mêmes droits d'admission aux classes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à la formation des adultes que les bulletins émis par les lycées et lycées techniques.

Au bulletin est également inscrit l'avis d'orientation concernant l'apprenant.“

**Art. 7.** L'article 13 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 13.** Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement et qui est désigné par le directeur sur avis du conseil de classe.

Le conseil de classe prend une des décisions suivantes:

- il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou de la formation des adultes;
- il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.

Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes.“

**Art. 8.** A l'article 19 de la même loi, le premier paragraphe est remplacé par le libellé suivant:

„Les apprenants majeurs inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'indemnité de formation prévue à l'article 21 de la loi du 16 mars 2007 portant – 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue – 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.“

**Art. 9.** A l'article 20 de la même loi, le premier tiret est remplacé par le libellé suivant:

„– participer aux travaux de la commission de programmes;“

**Art. 10.** L'article 28 de la même loi est remplacé par le texte suivant:



„**Art. 28.** Les dispositions concernant le projet d'établissement, l'ordre intérieur et la discipline, la restauration scolaire et le rattachement d'un internat ainsi que celles concernant les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées. Le conseil de discipline de l'Ecole est composé du directeur et de trois membres du personnel du lycée ainsi que du psychologue.

L'apprenant, dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé, sur décision du directeur, à poursuivre sa formation à l'Ecole et doit quitter l'Ecole. S'il n'y a pas de procédure disciplinaire, il est autorisé à se réinscrire pour l'année subséquente.

Une dérogation à l'obligation de présence peut être accordée par le directeur.“

**Art. 11.** La loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2013-2014.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1er.*

Le présent article modifie l'article 1er de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance. Il redéfinit le cadre juridique et les missions de l'Ecole. Ce même article fixe l'âge minimal et maximal des élèves à l'entrée à l'Ecole.

Le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus sous obligation scolaire. Comme l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes visent la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans, il va de soi que ces dispositions concernant les limites d'âge doivent avoir un impact dans la présente loi.

Comme le chômage touche surtout les jeunes sans certification, l'offre scolaire de l'Ecole vise tout jeune dont la formation initiale n'a pas été sanctionnée par un des diplômes visés par le présent article.

Les primo-arrivants ne sont plus à considérer comme une catégorie à part, mais vont faire partie directement des formations à régime linguistique spécifique organisées à l'Ecole.

### *Article 2.*

Le présent article modifie l'article 2 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Les formations organisées à l'Ecole visent trois catégories de décrocheurs:

- ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur organisées en alternance. Pour cette dernière catégorie, une dérogation pour la limitation d'âge supérieur peut être accordée par le ministre.

### *Article 3.*

Le présent article abroge l'article 6 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Les dispositions concernant les durées de formation sont définies à l'article 7.

### *Article 4.*

Le présent article modifie l'article 7 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

L'Ecole constitue une réelle chance pour les décrocheurs d'obtenir les mêmes certificats que ceux de la formation initiale, mais ceci avec une autre pédagogie (approche globale; tutorat individualisé; équipe pédagogique; remédiation incluse dans les branches; durée hebdomadaire plus élevée; évaluation continue et formative).



Pour atteindre ce but, l'Ecole doit disposer d'une certaine flexibilité pédagogique. Une commission de programmes spécifique définit les modules, les modalités d'évaluation, la durée normale et les niveaux de compétences de chaque voie de formation.

Les certificats sont identiques à ceux de la formation initiale.

#### *Article 5.*

Le présent article modifie l'article 8 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Etant donné que les domaines professionnels organisés à l'Ecole ne peuvent pas offrir parallèlement toutes les branches définies dans le présent article, il y a lieu de laisser dans le choix des branches une flexibilité en vue des différentes voies de formation.

En prenant en considération les niveaux d'études du cycle moyen et du cycle supérieur de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, il y a lieu de rajouter les sciences naturelles et techniques (biologie, chimie, physique, informatique) ainsi que les sciences humaines et sociales (géographie, histoire, économie, philosophie, psychologie et sciences de l'éducation).

#### *Article 6.*

Le présent article modifie l'article 11 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Cet article reprend les mêmes dispositions que celles prévues pour l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les conseils de classe de l'Ecole ont le même pouvoir de décision au niveau de la promotion et de l'orientation des apprenants que ceux des lycées.

#### *Article 7.*

Le présent article modifie l'article 13 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Comme l'orientation d'un apprenant vers une formation de transition à la vie active organisée au Centre national de formation professionnelle continue est intégrée dans le processus de l'orientation vers la vie active, il y a lieu de ne retenir que le premier et le dernier tirets de l'ancien article.

#### *Article 8.*

Le présent article modifie l'article 19 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Les dispositions concernant l'octroi des aides à la formation prévues par l'ancien texte vont être intégrées dans le dispositif des subventions géré par le Centre de psychologie et d'orientation scolaire.

Les dispositions concernant l'octroi des indemnités de formation vont être maintenues dans la présente loi et être adaptées à la redéfinition des limitations d'âge des apprenants majeurs.

#### *Article 9.*

Le présent article modifie l'article 20 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Le terme „commission de programmes“ est plus adapté et moins restrictif que le terme „équipe curriculaire“.

#### *Article 10.*

Le présent article modifie l'article 28 de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance.

Le concept pédagogique de l'Ecole est basé sur la pédagogie globale, prenant en charge toute la personnalité de l'apprenant.

Le modèle intégré, pour qu'il puisse être opérationnel, est tributaire du temps de présence des apprenants. Comme l'apprenant confirme avec la signature de son contrat de formation un engagement de suivre les cours avec assiduité à l'Ecole, il est opportun de fixer un taux maximal d'absences à

tolérer. L'apprenant qui ne se soumet pas à cette disposition doit ainsi, à juste titre, quitter obligatoirement l'Ecole. Le directeur peut accorder une dérogation pour les apprenants à besoins éducatifs particuliers.

*Article 11.*

Le présent article définit la mise en vigueur de la présente loi.

\*

## TEXTE COORDONNE DE LA LOI MODIFIEE DU 12 MAI 2009 PORTANT CREATION D'UNE ECOLE DE LA 2<sup>e</sup> CHANCE

### Chapitre I. – Statut et missions

~~Art. 1er.~~ Il est créé dans le cadre de l'enseignement postprimaire une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance, dénommée ci-après „Ecole“, à l'intention des apprenants âgés de 16 à 24 ans compris.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;
- qui ont interrompu leur parcours scolaire;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;
- qui sont des primo-arrivants.

Les apprenants de cette dernière catégorie peuvent bénéficier d'une dispense d'âge pour la limitation d'âge supérieur, sur décision du ministre compétent.

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

L'Ecole a pour mission de mettre en œuvre un enseignement général et pratique, ainsi qu'un encadrement sociopédagogique intégré à l'intention des élèves inscrits à l'Ecole, dénommés ci-après „les apprenants“.

**Art. 1er.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2<sup>e</sup> chance, dénommée ci-après „Ecole“ à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après „les apprenants“.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;
- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;
- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. Le ministre peut accorder une dérogation à cette condition, sur demande de l'apprenant et avis du directeur de l'Ecole.

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

**Art. 2.** L'Ecole poursuit les objectifs suivants:

- l'intégration ou la réintégration des apprenants dans les lycées ou lycées techniques;
- l'intégration ou la réintégration des apprenants dans le système de la formation professionnelle;
- l'intégration des apprenants dans les dispositifs de la pédagogie des adultes;
- l'insertion professionnelle des apprenants.

**Art 2.** L'Ecole assure:

- a. l'organisation de formations en vue de réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes;

- b. l'organisation de classes des voies de formation de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
- c. l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes;
- d. l'orientation et l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Les formations sous a et b organisées à l'Ecole mettent en œuvre un enseignement général et le cas échéant une formation pratique et professionnelle. En outre, ces formations comprennent un encadrement socio-pédagogique intégré.

## **Chapitre II. – Admission des apprenants**

**Art. 3.** L'admission de l'apprenant qui souhaite s'inscrire à l'Ecole est faite par le directeur de l'Ecole en concertation avec le service de l'Action locale pour jeunes et le directeur du lycée auquel l'apprenant a été inscrit ou, le cas échéant, le Centre national de la formation professionnelle continue. Le dossier de l'apprenant est transmis au directeur de l'Ecole.

Les admissions ont lieu au moins deux fois par année. Un règlement grand-ducal fixe les dates, les délais et les modalités.

**Art. 4.** Pour être admis à l'Ecole, l'apprenant doit:

- participer à un entretien portant sur son projet personnel et professionnel;
- se soumettre à un bilan d'évaluation de compétences.

**Art. 5.** La scolarisation de l'apprenant à l'Ecole est régie par un contrat conclu entre l'Ecole, représentée par son directeur, l'apprenant et le représentant légal pour l'apprenant mineur d'âge. Le contrat porte sur:

- les droits et devoirs des parties contractantes et les modalités de résiliation du contrat;
- les conditions dans lesquelles l'Ecole assure l'encadrement de l'apprenant;
- l'emploi du temps de l'apprenant à l'Ecole.

Le modèle du contrat est fixé par le ministre.

~~**Art. 6.** Le parcours de formation d'un apprenant à l'Ecole a une durée de deux ans. Cette durée peut être réduite si l'apprenant est admis dans une autre formation diplômante, au Luxembourg ou à l'étranger, ou s'il a signé un contrat de travail.~~

~~Le ministre peut prolonger cette durée à six mois au maximum en cas de demande écrite dûment motivée, à autoriser par le ministre.~~

## **Chapitre III. – La formation des apprenants**

~~**Art. 7.** La formation des apprenants comprend:~~

- ~~— des modules d'enseignement général;~~
- ~~— des modules d'apprentissage pratique et des stages en milieu professionnel;~~
- ~~— des activités complémentaires.~~

~~Les socles de compétences visés sont ceux exigés pour l'admission à une formation déterminée de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique.~~

~~Les matières enseignées dans le cadre de la formation de l'enseignement sont celles basées sur les programmes d'enseignement de l'enseignement secondaire et secondaire technique.~~

~~Dans ce cadre, un règlement grand-ducal précise les contenus des modules d'enseignement, des stages et des activités complémentaires, et détermine le fonctionnement des équipes curriculaires chargées de leur élaboration.~~

**Art 7.** La formation des apprenants peut comprendre:

- des modules d'enseignement général;
- des modules de formation pratique et des stages en milieu professionnel;
- des activités complémentaires.

Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.

Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.

Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Le certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, le certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique et le certificat de réussite de cinq années de l'enseignement secondaire sont délivrés selon les critères valables dans les lycées et lycées techniques.

**Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants:

1. le domaine général, qui comprend:

- a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise;
- b) les mathématiques et le calcul;
- c) l'éducation à la culture;
- d) l'éducation à la citoyenneté;
- e) les technologies de l'information;
- f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé.

2. le domaine pratique, qui comprend:

- a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire;
- b) les stages en milieu professionnel.

Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels.

**Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants:

1. le domaine général, qui peut comprendre:

- a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise;
- b) les mathématiques et le calcul;
- c) l'éducation à la culture;
- d) l'éducation à la citoyenneté;
- e) les technologies de l'information;
- f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé;
- g) les sciences naturelles et techniques;
- h) les sciences humaines et sociales.

2. le domaine pratique, qui peut comprendre:

- a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire;
- b) les stages en milieu professionnel.

Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels.

#### **Chapitre IV. – La prise en charge éducative des apprenants**

**Art. 9.** Le directeur place plusieurs classes sous la responsabilité d'une équipe pédagogique chargée de la formation des apprenants. L'équipe est composée d'un régent, d'enseignants, de formateurs et de

personnel éducatif. Si la formation l'exige, des intervenants ne faisant pas partie de l'équipe pédagogique peuvent enseigner une matière déterminée ou encadrer les apprenants nécessitant une intervention spécifique.

L'équipe pédagogique organise la formation, surveille la progression des apprenants, définit les méthodes didactiques et les mesures de perfectionnement à proposer. En outre, elle choisit, parmi ses membres, pour chaque apprenant un tuteur responsable de l'organisation du tutorat et de la consultation des parents pour les apprenants mineurs d'âge.

**Art. 10.** Pour émettre un avis d'orientation ou pour prendre une décision d'orientation l'équipe pédagogique, ensemble avec le directeur ou son délégué, fait fonction de conseil de classe tel que défini à l'article 20 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques. Un représentant de l'Action locale pour jeunes assiste avec voix consultative au conseil de classe.

**Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un portfolio. Les avis et les décisions d'orientation ainsi que les bulletins et certificats sont établis sur la base du portfolio.

**Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un relevé de compétences faisant fonction de complément au bulletin. Le bulletin atteste les décisions de promotion qui confèrent les mêmes droits d'admission aux classes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à la formation des adultes que les bulletins émis par les lycées et lycées techniques.

Au bulletin est également inscrit l'avis d'orientation concernant l'apprenant.

**Art. 12.** Au plus tard à la fin de chaque semestre, le conseil de classe constate dans quelle mesure l'apprenant a atteint les compétences visées pour poursuivre avec succès la formation. Un bulletin y relatif est remis par le régent à l'apprenant ou au représentant légal de l'apprenant mineur.

**Art. 13.** ~~Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement dans les différentes classes des lycées et des lycées techniques, afin de prendre l'une des décisions suivantes:~~

- ~~— il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;~~
- ~~— il oriente l'apprenant vers une formation de transition à la vie active organisée au Centre national de formation professionnelle continue;~~
- ~~— il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.~~

~~Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes.~~

**Art. 13.** Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement et qui est désigné par le directeur sur avis du conseil de classe.

Le Conseil de classe prend une des décisions suivantes:

- il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou de la formation des adultes;
- il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.

Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes.

**Art. 14.** Les apprenants sortis de l'Ecole sont suivis pendant deux années par l'équipe pédagogique en collaboration avec l'Action locale pour jeunes.

### **Chapitre V. – Les stages de formation en milieu professionnel**

**Art. 15.** Le directeur veille à ce que chaque apprenant suive des stages de formation en milieu professionnel. Les stages font partie intégrante de la formation.

**Art. 16.** Pendant la durée du stage le statut de l'apprenant est celui d'apprenant stagiaire. L'apprenant stagiaire n'est pas lié à l'entreprise par un contrat de travail et ne peut prétendre à aucune rémunération. Il bénéficie de la couverture contre les accidents, telle que définie par la loi modifiée du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques, ainsi que par le règlement grand-ducal du 23 février 2001 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire.

**Art. 17.** Les stages de formation en milieu professionnel sont régis par un contrat de stage de formation, conclu entre l'Ecole, l'apprenant et le représentant légal pour l'apprenant mineur ainsi que le représentant de l'entreprise formatrice.

Il porte sur:

- les objectifs et les modalités du stage de formation, notamment les activités du stagiaire;
- les conditions dans lesquelles les responsables du stage, l'un représentant l'Ecole, l'autre l'entreprise formatrice, assurent l'encadrement de l'apprenant stagiaire;
- les modalités d'évaluation du stage.

Le modèle de contrat est fixé par le ministre.

Les stages de formation peuvent se dérouler entièrement ou partiellement pendant les vacances scolaires.

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des jeunes travailleurs, à la médecine du travail et à la protection des travailleuses enceintes, accouchées et allaitantes sont applicables aux stages de formation.

**Art. 18.** Les stages sont gérés par les membres de l'équipe pédagogique ainsi que par l'expert du monde économique tel que prévu à l'article 20.

### **Chapitre VI. – Aides**

**Art. 19.** (1) ~~Les apprenants inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'aide à la formation, de la prime de formation ainsi que de l'indemnité de formation telles qu'elles sont prévues dans la loi du 16 mars 2007 portant:~~

Les apprenants majeurs inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'indemnité de formation prévue à l'article 21 de la loi du 16 mars 2007 portant:

- organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;
- création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.

(2) Pour les apprenants qui se trouvent dans une situation sociale précaire avérée, des places d'hébergement peuvent être offertes suivant convention avec un ou plusieurs organismes agréés conformément aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

### **Chapitre VII. – Relations de l'Ecole**

**Art. 20.** (1) Pour maintenir l'adéquation entre les domaines professionnels et les configurations des postes de travail dans les entreprises, l'Ecole se fait conseiller pour chaque secteur professionnel par un expert du monde économique.

La mission de l'expert consiste à:

- ~~– participer aux travaux des équipes curriculaires;~~
- participer aux travaux de la commission de programmes;

- identifier des entreprises en vue de placer des apprenants en stage;
  - promouvoir l’insertion professionnelle des apprenants orientés vers la vie active.
- Le montant horaire prévu pour le paiement de l’expert ne peut dépasser 8,3 euros (n. i. 100).
- Les modalités de désignation des experts et leur rémunération sont fixées par règlement grand-ducal.
- Les montants sont sujets à adaptation à l’indice du coût de la vie.

**Art. 21.** La collaboration de l’Ecole avec l’Action locale pour jeunes porte sur:

- la concertation au moment de l’admission des apprenants;
- les conseils de classe;
- l’insertion sur le marché du travail des apprenants orientés vers la vie active à la fin de leur parcours de formation à l’Ecole.

Il est créé un comité ayant comme mission d’accompagner toutes les activités d’orientation des apprenants vers le monde du travail. Le comité d’accompagnement est composé comme suit:

- le directeur de l’Ecole comme président;
- un représentant du ministre ayant le travail et l’emploi dans ses attributions;
- un représentant du ministre ayant la jeunesse et le service volontaire dans ses attributions;
- un représentant de l’Action locale pour jeunes.

Il est désigné pour chacun des membres ci-avant un membre suppléant. Les membres et leurs suppléants sont nommés par le ministre pour un terme renouvelable de cinq ans. La commission peut s’adjoindre des experts.

Le fonctionnement de la commission est défini par règlement interne.

**Art. 22.** Le projet d’établissement de l’Ecole est géré par le Centre de coordination des projets d’établissement.

**Art. 23.** L’Ecole est autorisée à mettre en œuvre un projet de coopération internationale avec des écoles étrangères ayant des missions analogues.

**Art. 24.** L’accompagnement méthodologique, l’évaluation de la qualité de la formation ainsi que la formation continue du personnel enseignant et éducatif de l’Ecole sont assurés par le Service de Coordination de la Recherche et de l’Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

## **Chapitre VIII. – Organisation de l’Ecole**

**Art. 25.** Les dates des vacances scolaires sont fixées par règlement grand-ducal. En période scolaire l’Ecole est ouverte au moins dix heures par jour pendant cinq jours par semaine. Les horaires sont fixés par le directeur de l’Ecole, sous réserve de l’accord du ministre.

**Art. 26.** La formation des apprenants est organisée en leçons sous forme de classes regroupant les apprenants qui suivent une même formation. L’encadrement didactique et sociopédagogique des apprenants est organisé sous forme d’heures de tutorat.

Le ministre met un contingent de leçons d’enseignement et d’heures de tutorat à la disposition de l’Ecole. Ce contingent est établi sur la base des grilles des horaires et des effectifs des apprenants.

Le directeur organise la formation des apprenants, les activités de surveillance, de prise en charge éducative, d’appui, l’organisation des stages en milieu professionnel ainsi que les activités complémentaires dans les limites du contingent de leçons d’enseignement et d’heures d’activités mis à disposition.

**Art. 27.** L’Ecole est constituée en service de l’Etat à gestion séparée par la loi budgétaire.

**Art. 28.** Les dispositions concernant le projet d’établissement, l’ordre intérieur, la discipline et le conseil de discipline, la restauration scolaire et le rattachement d’un internat ainsi que celles concernant



~~les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées.~~

**Art. 28.** Les dispositions concernant le projet d'établissement, l'ordre intérieur et la discipline, la restauration scolaire et le rattachement d'un internat ainsi que celles concernant les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées. Le conseil de discipline de l'Ecole est composé du directeur et de trois membres du personnel du lycée ainsi que du psychologue.

L'apprenant, dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé, sur décision du directeur, à poursuivre sa formation à l'Ecole et doit quitter l'Ecole. S'il n'y a pas de procédure disciplinaire, il est autorisé à se réinscrire pour l'année subséquente.

Une dérogation à l'obligation de présence peut être accordée par le directeur.

### **Chapitre IX. – Personnel**

**Art. 29.** Le directeur est responsable du bon fonctionnement de l'Ecole. Il est le chef hiérarchique du personnel nommé ou affecté à l'Ecole et organise les travaux de la direction. Il exerce la surveillance générale sur l'organisation de la formation des apprenants, sur leur prise en charge éducative et sur les stages de formation en milieu professionnel.

Le directeur adjoint assiste le directeur et le remplace en cas d'absence.

Le directeur et le directeur adjoint sont choisis parmi les fonctionnaires appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la carrière supérieure de l'enseignement ou de l'administration.

La fonction de directeur est classée au grade E8. La fonction de directeur adjoint est classée au grade E7ter si son titulaire est recruté parmi les agents de la carrière supérieure de l'administration ou parmi les enseignants classés au grade E7. Elle est classée au grade E6ter si son titulaire est recruté parmi les enseignants classés au grade E6, et au grade E5ter si son titulaire est recruté parmi les enseignants classés au grade E5.

Le directeur peut se faire assister par des attachés à la direction à tâche partielle ou complète.

**Art. 30.** (1) Le personnel enseignant de l'Ecole peut comprendre des fonctionnaires, des chargés de cours et des chargés d'éducation.

(2) En dehors du directeur et du directeur adjoint, le cadre du personnel de l'Ecole peut comprendre:

- I. dans la carrière supérieure de l'enseignement:
  - des professeurs de lettres;
  - des professeurs de sciences;
  - des professeurs d'éducation physique;
  - des professeurs d'éducation artistique;
  - des professeurs d'enseignement technique;
  - des formateurs d'adultes en enseignement théorique;
  - des formateurs d'adultes en enseignement technique;
  - des instituteurs.
- II. dans la carrière supérieure de l'administration:
  - des psychologues;
  - des pédagogues.
- III. dans la carrière moyenne de l'enseignement:
  - des maîtres de cours spéciaux;
  - des maîtres d'enseignement technique;
  - des formateurs d'adultes en enseignement pratique.

IV. dans la carrière moyenne de l'administration:

- des assistants sociaux;
- des éducateurs gradués;
- des bibliothécaires-documentalistes;
- des informaticiens.

V. dans la carrière inférieure de l'administration:

- des éducateurs;
- des concierges;
- des artisans.

(3) Le cadre du personnel de l'Ecole peut comprendre des stagiaires.

(4) L'Ecole peut avoir recours, suivant les besoins du service et dans la limite des crédits budgétaires, à:

- des chargés d'éducation et des chargés de cours engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée;
- des employés administratifs ou techniques engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée;
- des ouvriers engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée.

(5) Des agents d'autres administrations et services de l'Etat peuvent être détachés à l'Ecole.

(6) L'Ecole peut également avoir recours, dans la limite des crédits budgétaires, à des agents externes dont les modalités d'engagement et d'indemnisation sont fixées par règlement grand-ducal.

(7) Les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire sont d'application.

(8) Les conditions d'admission au stage et de nomination des membres du personnel enseignant et éducatif de l'Ecole sont celles fixées pour les fonctions correspondantes par:

- la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
- la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;
- les règlements d'exécution relatifs aux lois précitées et les règlements grand-ducaux modifiés du 30 janvier 2004, applicables pour le recrutement dans les administrations et services de l'Etat;
- la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

En dehors des fonctions énumérées ci-dessus, le cadre du personnel de l'Ecole peut également comprendre des candidats des carrières mentionnées au paragraphe 2 sous I ci-dessus, 1er, 2e, 3e, 4e et 5e tirets et sous III ci-dessus, 1er et 2e tirets.

**Art. 31.** Le Gouvernement est autorisé à procéder aux engagements de renforcement à titre permanent suivants:

- un directeur;
- un directeur adjoint;
- un professeur de lettres;
- un professeur de sciences;
- un professeur de mathématiques;
- un professeur d'éducation physique;
- un professeur d'éducation artistique;
- deux formateurs d'adultes en enseignement théorique;

- deux formateurs d’adultes en enseignement technique;
- neuf instituteurs;
- neuf maîtres d’enseignement technique;
- neuf formateurs d’adultes en enseignement pratique;
- un psychologue;
- un pédagogue;
- six éducateurs gradués;
- deux éducateurs;
- un informaticien;
- un agent de la carrière du rédacteur;
- un agent de la carrière de l’expéditionnaire;
- deux ouvriers CATP de l’Etat.

Des fonctionnaires de la carrière du rédacteur et de l’expéditionnaire appelés à remplir des fonctions de gestion administrative sont recrutés parmi les fonctionnaires ou stagiaires des mêmes carrières de l’administration gouvernementale et détachés à l’Ecole suivant les modalités fixées par l’article 4, paragraphe 18 de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d’enseignement secondaire et secondaire technique.

Un fonctionnaire ou stagiaire de la carrière du rédacteur peut être autorisé à porter le titre de secrétaire de l’Ecole, sans que pour autant ni son rang ni son traitement n’en soient modifiés.

Les engagements définitifs au service de l’Etat résultant des dispositions du présent article se font par dépassement de l’effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminés dans la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’Etat pour l’année 2009 et dans les lois budgétaires pour les exercices futurs.

**Art. 32.** (1) La tâche des enseignants et des formateurs comporte:

- une tâche d’enseignement ou de formation;
- une tâche de tutorat et de concertation dans les équipes pédagogiques;
- la préparation et l’organisation des cours en commun;
- la disponibilité, la consultation des parents;
- la participation à des séances de formation continue;
- la participation à l’organisation des cours de formation continue pour les parents des apprenants;
- le suivi des stages en milieu professionnel.

(2) La tâche hebdomadaire du personnel éducatif comprend:

- une tâche d’organisation et d’éducation dans le cadre des activités complémentaires;
- une tâche de tutorat et de concertation dans les équipes pédagogiques;
- l’éducation des apprenants à la vie de l’Ecole dans un contexte de coopération et de participation;
- le suivi social;
- la participation à des séances de formation continue;
- la participation à l’organisation des cours de formation continue pour les parents des apprenants;
- l’organisation et le suivi des stages en milieu professionnel.

Le volume de la tâche d’enseignement ou de formation et de la tâche d’encadrement des enseignants et des formateurs est fixé par règlement grand-ducal. Il en est de même du volume de la tâche du personnel éducatif.

## FICHE FINANCIERE

### *Réduction de primes à payer aux apprenants*

Extrait de la fiche financière de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2<sup>e</sup> Chance:

#### *„Aides, indemnités et primes de formation*

Sur les 300 inscriptions, il y a à prévoir 150 jeunes âgés entre 16 et 18 ans et 150 jeunes adultes entre 18 et 24 ans.

Vu la loi du 16 mars 2007 portant – 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue – 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

a) les 150 jeunes peuvent toucher une aide à la formation (prévision: la moitié des jeunes est éligible)

$$1/2 * 150 = 75 \text{ jeunes}$$

$$75 * 12 * 171,29 \text{ €} = 154.161,00 \text{ €}$$

b) les 150 jeunes adultes peuvent toucher une indemnité de formation (prévision: un quart des jeunes adultes est éligible)

$$1/4 * 150 = 38 \text{ jeunes adultes}$$

$$38 * 12 * 904,42 \text{ €} = 412.415,52 \text{ €}$$

c) les 150 jeunes peuvent bénéficier d'une prime de formation (prévision: deux tiers des jeunes seront susceptibles de toucher cette prime)

$$2/3 * 150 = 100 \text{ jeunes}$$

$$100 * 12 * 33,00 \text{ €} = 39.600,00 \text{ €}$$

$$\text{Coût total } 606.176,52 \text{ €}^{\text{«}}$$

Vu que la présente loi supprime l'aide à la formation et la prime de formation, il s'ensuit une réduction de frais correspondant aux points a etc. à savoir 194.761 euros.

Une partie de cette somme doit être prévue pour que le Centre de psychologie et d'orientation scolaires puisse aider ceux de ces mineurs qui sont nécessaires; l'expérience montre qu'il s'agit de quelque dix pour cent des apprentis.

**Total de la réduction de primes à payer: 90% de 194.761: 175.285 euros**

